

NOTE
A MONSIEUR LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE

S/C DE MONSIEUR LE SECRETAIRE GENERAL

OBJET : questions d'actualité SIG

1. Fiscalité : une crédibilité à reconstruire ; et toujours un problème d'injustices.

⇒ La complexité du système et les mesures adoptées depuis deux ans affaiblissent sans surprise la crédibilité des annonces : ainsi, **l'affirmation que 4 millions de foyers bénéficient d'une réduction d'impôt sur le revenu par rapport à l'année dernière n'est jugée « crédible » que par 48% des français** (à peine 60% à gauche). Un quart des Français (24%) n'y croient même « pas du tout ».

⇒ Cette mise en doute de faits chiffrés (il ne s'agit pas de promesses ou d'effets d'annonces) n'est sans doute pas étrangère au **très fort sentiment d'injustice de la politique fiscale : seuls 22% des Français jugent que les baisses d'impôts annoncées par le gouvernement sont équitablement réparties entre les foyers fiscaux**, 74% étant d'avis contraire (44% « pas du tout ») - sentiment partagé par tous les niveaux de revenus et les catégories socioprofessionnelles.

10% des Français déclarent avoir bénéficié cette année d'une réduction d'IR dans leur foyer (cohérent avec le nombre de foyers fiscaux), contre 62% « non », et 24% déclarant ne pas y être assujettis. Les concernés sont principalement les moins de 35 ans (10%) et plus de 65 ans (12%), et les professions intermédiaires (13%).

Le biais de déclaration, évident, se matérialise notamment dans le fait que les sympathisants de gauche déclarent plus de baisses d'impôts que ceux de droite... (13% contre 8%). Même ceux qui déclarent avoir bénéficié de baisses d'impôts cette année ne jugent par ailleurs les baisses accordées « équitablement réparties » qu'à 18%. A gauche, seulement 30% jugent ces baisses d'impôts équitablement réparties

(ce qui rejoint le résultat précédent : ils approuvent les baisses de charges pour les plus modestes, mais cela n'a pour autant pas d'impact sur leur jugement global vis à vis de la fiscalité).

On peut toutefois craindre que les gestes accordés aux plus modestes aient accru la frustration des autres. De ce point de vue, une baisse de la fiscalité ne pourra sans doute être vraiment perçue positivement si elle est ciblée.

A ce titre, soulignons que l'augmentation des minimas sociaux qui est envisagée est jugée 'justifiée' par seulement 54% des français – c'est très peu, si l'on considère à quel point la

question du pouvoir d'achat est importante. Un résultat qui doit nous alerter sur le risque d'opinion réel associé à l'accumulation de mesures « pouvoir d'achat » ciblées exclusivement sur les plus modestes. Celles ci nourrissent sans doute le sentiment que les inégalités et les injustices augmentent – dans un contexte où les classes moyennes se sentent totalement étranglées et où, quoi qu'on en dise, la dénonciation de « l'assistanat » et des fraudes sociales est de plus en plus forte. Pour autant, cette mesure recueille plus de 70% d'approbation à gauche, toutes tendances confondues – on note toutefois en quali que si ces sympathisants approuvent le principe d'aider les plus modestes, ils y mettent la condition que les aides soient « bien contrôlées », c'est à dire qu'elles aident d'abord ceux qui cherchent à travailler, et que les « fraudes » potentielles soient traquées.

Cette augmentation des minimas sociaux recueille par ailleurs 50% d'approbation chez les CSP+, 55% chez les catégories populaires (pourtant concernées en partie).

Les personnes âgées sont nettement plus inquiètes que les autres (51%, contre 32% des moins de 35 ans), de même que les es CSP- (44% contre 28% des CSP +).

Ces niveaux sont relativement faibles au regard de l'inquiétude habituellement exprimée sur ce type de questions. Ils peuvent tenir au fait que beaucoup de Français en congés n'en ont sans doute pas ou peu entendu parler ; ou voient à ce stade le problème comme distant et ne les concernant pas.

Mais il est possible, dans l'hypothèse où cas touchant un français se déclare, que ce niveau d'inquiétude augmente.

2. Crash de l'avion d'Air Algérie : le Président a dans l'ensemble « agi comme il fallait ».

⇒ **43% des Français** (et la moitié des plus de 65 ans) **jugent que le Président a « agi comme il fallait »** - soit un score élevé au regard des appréciations habituellement exprimées à l'égard des actions présidentielles. **19% seulement estiment qu'il en a « trop fait »**, et **27% « pas assez »**. 11% ne se prononcent pas.

⇒ **Ceux qui jugent son action déséquilibrée**, dans un sens ou dans l'autre (trop ou pas assez) **sont essentiellement des sympathisants de droite ou d'extrême droite**, par nature critiques :

- à droite, 27% des sympathisants UMP estiment qu'il en a « trop fait », 36% « pas assez ».
- au FN, 48% jugent qu'il n'en a « pas assez » fait ; et 20% « trop ».
- au centre, 37% des UDI et 30% des Modem jugent qu'il en a « trop fait », 20 et 10% « pas assez ».

A noter que pour un quart des sympathisants FN, un tiers des sympathisants de droite, et 56% des sympathisants de gauche (dont 78% au PS), le Président a agi « comme il fallait », preuve

qu'existe un relatif consensus sur les attentes adressées au Président de la République dans ces circonstances.

3. Priorités pour la rentrée : les thèmes annoncés (apprentissage, transition énergétique, investissements) correspondent bien aux attentes de l'opinion.

⇒ Parmi les sujets qui devraient être prioritaires pour le Premier ministre et son gouvernement à la rentrée, 76% des Français citent « *l'aide à la formation et à l'emploi des jeunes* » ; 47% « *la transition énergétique, pour faire baisser le prix de l'énergie et lutter contre le réchauffement climatique* » ; 41% « *la mise en place d'investissement dans le logement, les transports ou la recherche* ».

Viennent ensuite : « *la simplification de certaines normes et règles administratives* » (35%) ; « *la promotion ou l'intégration de tous les Français dans la société, quels que soient leur niveau social ou leur origine* » (34%) ; et « *la remise à plat des professions réglementées, comme les notaires ou les taxis, afin de réduire leurs tarifs* » (25% jugent que c'est une priorité, score assez élevé compte tenu de l'intitulé de la question qui se place au niveau du client - qui n'a pas tous les jours recours à un notaire ou un taxi - et non au niveau des principes).

⇒ On retrouve sans surprise, les grandes priorités des Français, en premier lieu l'emploi (via l'emploi des jeunes, plébiscité dans toutes les tranches d'âge) et le pouvoir d'achat (la transition énergétique pour « *faire baisser le prix de l'énergie* »). L'analyse par catégorie permet de voir que :

- **la priorité pour la formation et l'emploi des jeunes** est un peu plus forte auprès des sympathisants PS et Modem (82% chacun) ; un peu moins forte au FN et chez les « sans sympathie partisane » (73% chacun) sans doute plus incrédules quant à la possibilité d'une action du gouvernement dans ce domaine.

Elle semble aussi plus forte dans les zones davantage touchées par le chômage (82% dans le Nord-Est ; 69% dans le Sud-Ouest).

- **la transition énergétique est une priorité plus importante à gauche** (54%) qu'à droite (42%). A noter **l'important décalage au sein de la majorité** : seuls 47% des sympathisants PS jugent ce thème majoritaire, contre 72% des sympathisants EELV.

Les employés (56%) et les professions intermédiaires (53%) y sont davantage sensibles, le lien établi dans la question entre transition énergétique et prix de l'énergie étant déjà peut-être plus présent dans les représentations.

- **les investissements**, pour leur part, **parlent davantage aux catégories supérieures** (47%) qu'aux catégories populaires (39%), sans doute moins habitués au sujet ; et **beaucoup plus aux habitants de l'agglomération parisienne** (53%) qu'aux habitants des communes rurales (33% seulement) qui peuvent se sentir moins concernés par ce sujet, malgré l'intitulé très concret de la question (« *logement, transports, recherche* »).

Un travail de pédagogie sur la finalité des investissements, pouvant bénéficier y compris aux zones rurales, pourrait être mené.

- la « *simplification* » telle qu'énoncée (dans un langage un peu abstrait : « *simplification de normes et règles* ») parle également nettement plus aux catégories supérieures (39% jugent qu'il s'agit d'une priorité) qu'aux catégories populaires (29%).

Là encore, un travail d'explication pour placer les actions de simplification au niveau de l'expérience vécue par les usagers pourrait être utile afin d'assurer une visibilité et une bonne adhésion à la démarche (qui a un potentiel important).

- la promotion de l'intégration est, sans surprise, une **priorité plus forte pour les jeunes** (42% des moins de 35 ans, contre 24% dans plus de 65 ans), **les diplômés du supérieur** (42%), **les habitants de la région parisienne** (42%) et **la gauche** (47%, contre 30% au sein de la droite modérée et 19% au FN).
- enfin, « *la remise à plat des professions réglementées pour réduire les tarifs* » est **davantage une priorité à gauche** (28%) qu'à droite (23%). Le récit sur les rentes et les privilèges, qui n'a pas encore été beaucoup développé, résonne sans doute naturellement mieux auprès de cet électorat. Il pourrait cependant avoir une capacité d'impact important auprès de l'ensemble de l'opinion, traditionnellement très hostile aux « privilèges » et attachée à l'égalité (peu visible dans cette question, qui ne parle que de « *réduire les tarifs* »).

⇒ **Les premières priorités se prêteront sans doute plus difficilement à la narration d'un récit que les autres** : tous les gouvernements ont tenté de mettre l'environnement ou la formation des jeunes au premier plan, peu en ont retiré des bénéfices - ces sujets sont devenus presque trop consensuels pour suffire à marquer une volonté d'agir. La simplification et les professions réglementées pourraient davantage donner lieu à la mise en scène d'un dépassement des blocages qui touchent le pays - et contrer ainsi le sentiment d'enlisement dont tout porte à croire qu'il devrait saisir les Français à la rentrée (cf. note spécifique).

Adrien ABECASSIS